

25 OCTOBRE - 19 NOVEMBRE...

La grève de la fonction publique est la première grande manifestation depuis le 25 octobre. Ainsi, on peut considérer que toutes les catégories de travailleurs, depuis la rentrée des congés payés, auront participé à des actions revendicatives de grande ampleur.

Malgré cela, cette grève, comme d'autres grèves possibles de même caractère dans la plus prochaine période pour un certain nombre de corporations (S.N.C.F., Eclairage, etc...) ainsi que les multiples mouvements qui ont lieu un peu partout ne réussissent pas à dissimuler aux militants ouvriers avertis « le trou », « l'impasse » du mouvement revendicatif qui a suivi le 25 octobre... et le 19 novembre.

Les petits succès obtenus ici et là: 10 % chez Olida après une grève de 24 heures, 15 francs chez Coq-France après une semaine de grève, 10 à 15 francs chez Syda (Boulangerie industrielle) et chez 300 autres patrons plus petits, 7 à 20 francs chez les métallos de la Rochelle, les 3 à 8 % du papier-carton, les 8 % de la biscuiterie, les 8 à 15 francs à Mazamet et pour diverses corporations (Bâtiment, Mégisserie, Garages, Délaieurs) ayant continué la grève après le 25 octobre pendant près de deux semaines, etc..., n'ont pas résolu les problèmes généraux du mouvement revendicatif qui dépendent en premier lieu de la bataille des secteurs décisifs de la classe ouvrière.

Les menues concessions patronales, dans les secteurs arriérés de province, d'usines et corporations où les salaires sont extrêmement bas, de l'ordre du S.M.I.G., ont deux objets: 1° atténuer dans la mesure du possible des situations intolérables, génératrices de démonstrations violentes, bien souvent incontrôlables en raison de l'absence d'organisations ou de militants syndicaux.

2° Favoriser la tactique des grèves tournantes et limitées lancées par les centrales syndicales. Dans l'un et l'autre cas, les patrons veulent éviter une explosion ou une généralisation éventuelle.

C'est dans cette optique également qu'il faut considérer la conclusion d'accords de salaires nationaux (Textile artificiel, Biscuiterie par exemple). Les patrons ne s'engagent pas très loin d'ailleurs puisque, dans le cas de la biscuiterie, les accords récemment conclus échelonnent les salaires de 146 francs pour le manœuvre à 216 francs pour l'ouvrier qualifié et c'est un secteur, à l'encontre de la métallurgie, où les mini sont sensiblement les salaires réels.

Discussions, entrevues ou délégations aux ministres, palabres, sont à peu près la seule ligne cohérente de l'activité syndicale, tout à fait dans l'orientation de la lettre adressée le 29 octobre par la C.G.T. à F.O. et C.F.T.C. (... Nous vous suggérons, entre autres, qu'une délégation commune F.O., C.F.T.C., C.G.T. se rende auprès du Président du Conseil...), orientation reprise et appliquée à tous les échelons syndicaux. (Lettres des Fédérations du sous-sol, des travailleurs de l'Etat, des services publics pour l'organisation d'une démarche près du ministre).

La grève du 19 novembre, pas plus que celle du 25 octobre, dans la ligne des grèves d'avertissement limitées, successives ou interrompues, n'ont pas davantage ouvert une perspective nouvelle. Le peu de résultats obtenus, malgré des millions de grévistes dans l'un et l'autre cas, ont tout au plus confirmé les ouvriers dans leur conviction que leurs problèmes ne se résoudreont que dans le cadre de mouvements « tous ensemble et jusqu'au bout ». Ce sentiment des travailleurs est si réel et si grand que même la presse ouvrière, « L'Huma », « La V. O. », etc., continuent à exprimer l'idée que le 3 octobre, le 25 octobre, le 19 novembre ne sont que des étapes.

Vers quoi? C'est tout le problème et ce que n'exprime pas ladite presse.

A propos de la grève du 19 novembre, il n'est pas un seul militant qui ne se soit posé la question: « Pourquoi, aucune centrale syndicale, la C.G.T. en premier lieu, n'a-t-elle tenté d'entraîner ou de coordonner la lutte du secteur privé avec celle de la fonction publique? »

Au rythme des journées d'avertissement et dans cet ordre, l'inégalité des niveaux de combattivité invoquée par les permanents syndicaux risque de se maintenir longtemps.

Malgré les dénégations de B. Frachon (voir notre article, n° 71), il s'agit encore du « coup de la soupape de sûreté ».

Cette forme de l'unité d'action qui va jusqu'aux « appels parallèles » ne satisfait pas pour autant les travailleurs et ne fait pas disparaître leur méfiance. Plusieurs dirigeants C.G.T. (Frischmann, « L'Huma », 18 novembre) citent la rancœur de militants C.G.T. à l'occasion de la grève du 19 lancée par F.O., manœuvrière par excellence. La réticence des travailleurs et leur méfiance, héritées des combats trahis d'hier, s'accroissent d'autant devant cette forme d'unité d'action de sommet qu'ils n'ont aucun moyen de contrôler et de diriger le mouvement de grève qui leur est réclamé.

Autant que la politique des organisations syndicales et politiques et le manque de perspectives qui en est issu, l'absence de Comités à la base, élus, permettant aux ouvriers d'imposer leurs revendications et leurs formes de luttes, expliquent que la classe ouvrière n'a pas encore réussi à imposer aux appareils syndicaux son aspiration à l'unification des revendications, la coordination et la généralisation des luttes.

C'est l'approfondissement du fossé entre les besoins, les aspirations ouvrières et la politique que leurs organisations leur jettent en pâture qui est la caractéristique dominante de la situation d'aujourd'hui. Déjà dans notre précédent numéro nous avons noté l'esquisse d'un recul de la part de la direction de la C.G.T. après le 25 octobre. Il y a eu, depuis, confirmation de ce recul des « hauts dirigeants » effrayés de devoir préparer un mouvement plus puissant, entraînant de nouvelles couches de travailleurs. La particularisation revient à la surface. Le Bureau confédéral s'exprime ainsi: « ...Le Bureau confédéral appelle en conséquence à développer l'unité et l'action pour faire aboutir les revendications dans les conditions particulières à chaque industrie, à chaque entreprise, ce qui permettra l'intensification de la lutte contre le patronat et l'Etat-patron... » (Huma, 9 novembre).

Le plus grotesque de ce communiqué réside dans la phrase qui suit immédiatement celle citée ci-dessus où le Bureau confédéral « conseille à nouveau d'adjoindre à ces revendications particulières celle de l'échelle mobile des salaires par rapport au coût de la vie. » Mince de revendication particulière!

La carence de la direction confédérale apparaît encore plus nettement lorsque les ouvriers essayent d'appliquer cette action particularisée. Il n'y a pas de plan de particularisation. Tout le monde ignore quels sont les secteurs travaillés dans ce sens et, quant aux actions tournantes, les ouvriers répugnent à se lancer seuls dans des actions sans savoir qui et quand débrayeront leurs camarades d'à côté.

Dans la situation générale du capitalisme français, à l'étape actuelle, aucune stabilisation n'est possible. Il n'y aura pas de palier social. Les discussions, les accords sont continuellement remis en question. A travers l'agitation constante qui traverse tous les secteurs, la classe ouvrière fait sa dure expérience. Elle apprend à forger ses armes, son programme, à trouver sa voie à travers les divers obstacles dans la lutte. Les conditions mûrissent à travers les défaites, les

échecs, les expériences pour que les ouvriers imposent leur volonté.

TOUS ENSEMBLE. UNITE D'ACTION DU SECTEUR PRIVE ET DU SECTEUR PUBLIC. PREPARATION DE LA GREVE GENERALE. perspective des multiples luttes partielles particulières, à travers lesquelles se forment les combattants ouvriers.

ELECTION DE COMITES DE LUTTE, DE GREVE SE REUNISSANT A L'ECHELON DE L'USINE, DE LA LOCALITE, DE LA REGION ET NATIONALEMENT, COMPLETANT AINSI L'UNITE D'ACTION A TOUS LES ECHELONS DES ORGANISATIONS OUVRIERES POUR L'UNIFICATION DES REVENDICATIONS. 6.000 A 10.000 FRANCS UNIFORMES POUR TOUS.

LES 40 HEURES. L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES SOUS CONTROLE OUVRIER.

LE CONTROLE OUVRIER SUR LA PRODUCTION.

FRATERNISATION AVEC LE PEUPLE ALGERIEN.

LE RETOUR DU CONTINGENT, L'ARRET DE LA SALE GUERRE.

CONSTITUTION D'UN GOUVERNEMENT BASE SUR LES ORGANISATIONS OUVRIERES.

Lettre de la Loire-Atlantique

Cette fois-ci, encore plus qu'en 1955, les organisations syndicales nationales et le prolétariat des autres régions industrielles de France auront déçu la classe ouvrière de Loire-Atlantique.

Il faut tout d'abord vous dire que voilà sept semaines que nous sommes dans le bain, que les meetings succèdent aux débrayages, que les grèves tournantes font suite aux occupations de ponts et de voies de communications importantes. Sept semaines que Saint-Nazaire et Nantes font figure de fantassins alors que le reste de la France attend. Attend quoi? Tous nous nous le demandons.

Où plutôt non d'autres régions vont démarrer quand cela va craquer chez nous et je crains que cela ne tarde pas. Des gars — parmi les plus petits salaires — ont peut-être touché entre 18 et 20.000 dans leur mois d'octobre. Et quoi faire de plus: il y a, dit-on à Nantes, 8 à 10.000 C.R.S. et autant à Saint-Nazaire. Si des gars veulent déborder les consignes de calme et de dignité préconisées par l'ensemble des trois syndicats, ils sont aussitôt affublés du titre d'éléments incontrôlables.

Par ailleurs, les patrons ont une position absolument rigoureuse. Ils ne veulent rien donner au-dessus des propositions du médiateur, ce qui correspond à 8 fr. pour les Chantiers Navals, 5 pour Bessonneau, 4 pour SNCASO, 3 pour Batignolles et 0 pour Brandt-Hotchkiss. Par ailleurs nous savons qu'actuellement des clients des usines métallurgiques du département envisagent de passer leurs commandes ailleurs et que certaines usines envisagent de quitter la Loire-Atlantique pour des régions plus calmes.

A l'heure actuelle les patrons emploient une nouvelle arme, l'arme psychologique. Chaque ouvrier reçoit un bulletin imprimé faisant ressortir les avantages acquis antérieurement, les impossibilités des entreprises et les « maladrotes » des délégués.

Il aurait fallu que nos militants départementaux viennent eux-mêmes à Paris, chez Renault, Simca ou Citroën, dans tous les grands centres industriels, expliquer la situation et galvaniser ainsi l'ensemble du prolétariat français. Mais, sans doute, n'est-ce pas possible. La cause? Hélas, je ne la connais que trop bien...